

Avant de pouvoir en arriver à ce point, cependant, il nous faut modifier radicalement notre façon de faire les choses.

Nous devrions nous demander à quoi sert un revenu. Il sert à assurer la sécurité, et la sécurité comporte un revenu qui nous permette d'obtenir des soins lorsque la maladie assaille notre famille et de pourvoir à notre vieillesse. Étant donné toutes ses ressources, le Canada devrait être en mesure d'assurer ces choses à tous ses citoyens. Si nous pouvons assurer des soins médicaux à tous nos gens et pourvoir à leur vieillesse, il n'est pas nécessaire que chaque particulier cherche à obtenir le salaire fantastique qu'il devrait avoir, ainsi que beaucoup semblent le croire.

Je me rends compte de la difficulté que le gouvernement actuel ou tout gouvernement éprouve à maintenir un personnel afin de diriger efficacement les affaires publiques. L'entreprise privée est en mesure de faire des offres très attrayantes aux personnes qui obtiennent leur formation dans le service administratif.

Je veux toutefois signaler que des progrès ont été réalisés, même sous une administration libérale. On a présenté ici la loi sur la sécurité de la vieillesse, qui assure aux citoyens du pays une sécurité dont ils ne bénéficiaient pas il y a peu d'années. J'ai appris que si j'avais voulu, à 50 ans, m'assurer au moyen de rentes viagères de l'État la sécurité que la loi nous accorde maintenant, j'aurais dû verser, comptant, le montant de \$2,296.27 pour l'achat d'une rente mensuelle de \$40 versée à partir de 70 ans. Nous en convenons tous, la somme de \$40 est insuffisante mais tous ensemble nous pourrions adopter les lois voulues pour assurer à tous les Canadiens la sécurité dont ils ont besoin à la fin de leur vie.

M. l'Orateur: A l'ordre! J'ai apprécié la sympathie dont l'honorable député a fait preuve à mon endroit il y a un moment mais j'aimerais, qu'allant encore un peu plus loin, il manifeste sa compréhension des difficultés que j'ai, à l'occasion, lorsqu'il s'agit de faire porter le débat strictement sur la question à l'étude.

M. Nicholson: Merci, monsieur l'Orateur. Je vais essayer de rattacher mes paroles à la mesure législative à l'étude. Cette mesure tend à assurer la sécurité des membres du cabinet. Si ces membres du cabinet assuraient la sécurité de tous les citoyens, ils n'auraient pas à dépenser certains des montants qu'ils ont eu à dépenser par le passé.

Je reconnais que les membres du cabinet, s'ils n'avaient pas accepté de faire partie du Parlement, se trouveraient sans doute en

[M. Nicholson.]

meilleure posture financière. Mais il en est de même d'un grand nombre d'autres députés. Ainsi, mon plus proche voisin à la Chambre est un médecin; je suis certain que s'il consacrait autant de temps à sa profession qu'il en consacre à son travail au Parlement, il pourrait espérer accumuler une somme beaucoup plus élevée qu'un membre du Parlement peut espérer réaliser.

Je suis certain que le premier ministre suppléant aurait pu accumuler beaucoup plus d'argent en s'adonnant à sa profession, surtout au cours de la guerre, mais peut-être ne lui aurait-on pas dédié l'honneur du livre: *Le Canada au travail*. Je constate que cet ouvrage est dédié au très honorable Clarence Decatur Howe, ingénieur et homme d'État et renferme les mots suivants: "Homme perspicace, il avait entrevu les possibilités industrielles et techniques du Canada; sa compétence technique, son courage et son énergie ont aidé à les transformer en réalité". Le livre renferme aussi sa photo. Il y a d'abord la photo du gouverneur général, puis celle du premier ministre (M. St-Laurent); la troisième est celle du premier ministre suppléant (M. Howe). A mon avis, le fait de se voir dédier un livre de ce genre compense un peu l'argent qu'on aurait pu réaliser dans d'autres sphères d'activité. Je suis certain que tous sont d'accord sur ce point.

Je reviens au point selon lequel nous devons assurer la sécurité économique de tous les gens avant d'adopter une mesure de ce genre. A ce sujet, je rappelle à la Chambre les remarques de sir Richard Acland, qui est maintenant député travailliste à la Chambre des communes britannique. Sauf erreur, durant la guerre il a écrit un livre intitulé: *Ce que sera la nouvelle Angleterre*. Dans ce livre, il signale que "le traitement versé à l'égard des postes les plus élevés au pays ne devrait pas être plus de dix fois supérieur à celui que touche l'ouvrier le moins bien rémunéré. Il a ajouté que, personnellement, il préférerait une proportion de cinq à un, mais que dans la nouvelle Angleterre le traitement maximum devrait être de dix fois supérieur à celui que touche l'ouvrier le moins bien payé. On n'a pas atteint ce point encore en Grande-Bretagne, mais on a réalisé quelque progrès.

A l'occasion de son 80^e anniversaire de naissance, Somerset Maugham a formulé quelques réflexions significatives sur l'évolution de son pays. Dans une allocution radiophonique il a déclaré que:

...les Anglais sont beaucoup mieux maintenant qu'au début du siècle, alors que les pauvres habitaient des "taudis crasseux et remplis de vermine" et que les riches mangeaient "jusqu'à ce qu'ils viennent énormément gras".